COMMISSION SUR LES POLITIQUES DE OEA/Ser.W

PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT CIDI/CPD/doc.192/20 rev. 3

17 août 2020

Original: espagnol

MÉTHODOLOGIE POUR LA PRÉSENTATION ET LA NÉGOCATION DE PROJETS DE RÉSOLUTION QUE LE CONSEIL INTERAMÉRICAIN POUR LE DÉLOPPEMENT INTÉGRÉ POURRAIT PRÉSENTER À l’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

LORS DE SA CINQUANTIÈME SESSION ORDINAIRE

(Approuvée par la Commission le 3 mars 2020 et révisée le 17 aout 2020)

1. **INTRODUCTION**

La Présidence de la Commission sur les politiques de partenariat pour le développement, au sein du Conseil interaméricain pour le développement intégré, a présenté à la Commission, pour examen, une proposition de méthodologie, élaborée sur la base des pratiques convenues lors des années précédentes, dans l’optique de mettre en place une procédure de négociation qui facilite la recherche de consensus et permette une utilisation optionale des ressources allouées. La proposition présentée a été approuvée le 3 mars 2020.

Les négociations s’appuieront sur un projet de résolution globale, en prenant comme point de départ la résolution de l’Assemblée générale AG/RES. 2939 (XLIX-O/19), « Promotion d’initiatives continentales en matière de développement intégré ». Si d’autres projets de résolution ou de déclaration individuels sont présentés, ils seront examinés en appliquant la même méthodologie.

Les modifications proposées visent à ajuster la méthodologie convenue en mars dernier aux circonstances de travail actuelles, de même qu’à la situation financière que traverse l’Organisation des États Américains et au temps disponible pour terminer les travaux avant le début de la cinquantième session ordinaire de l’Assemblée générale, qui aura lieu les 20 et 21 octobre 2020.

1. **MÉTHODOLOGIE**

Des lignes directrices sont décrites ci-après pour la présentation et la négociation du projet de résolution globale et, le cas échéant, des autres projets de résolution ou déclaration portant sur des thèmes relevant de la compétence du CIDI et conformes aux lignes stratégiques du pilier développement du Plan stratégique intégral :

1. La Présidence et la Vice-présidence présentent, avec le soutien du Secrétariat, un projet de résolution globale en s’appuyant sur la résolution adoptée en 2019 et en tenant compte des domaines thématiques du Plan stratégique pour lesquels des résultats concrets ont été obtenus ou pour lesquels le Secrétariat a besoin de directives supplémentaires des États membres.
2. Le projet de résolution globale tient compte du fait que les mandats antérieurs approuvés par l’Assemblée générale de l’OEA restent en vigueur jusqu’à ce que l’Assemblée décide de les actualiser ou de les annuler et, par conséquent, qu’il est inutile de les reprendre ou de les réaffirmer. Il y est également tenu compte de la disponibilité des ressources financières et humaines requises pour l’exécution des mandats.
3. Le projet de résolution globale énonce des dates d’expiration des mandats ainsi que la possibilité d’établir des mandats biennaux ou triennaux, le cas échéant.
4. Une fois les négociations entamées, il est demandé aux délégations de présenter leurs propositions de paragraphes dans le cadre d’une réunion officielle. Il importe que ces propositions soient remises par écrit au Secrétariat au moins **48 heures** avant la réunion officielle durant laquelle elles sont présentées. Cela permet de les traduire et de les distribuer à temps.
5. La date limite de soumission de nouveaux projets de texte destinés à être incorporés dans le projet de résolution globale ou de projets de résolution individuels, le cas échéant, est le **20 aout 2020.** Un appel spécial est lancé pour que les délégations soumettent leurs propositions dans les délais convenus, tant pour observer la discipline voulue par la Commission que par respect pour les délégations qui soumettent leurs propositions dans les délais impartis.
6. Les délégations sont encouragées à présenter les textes les plus concis possibles, qui soient en accord avec le Plan stratégique de l’Organisation dans les domaines de compétence du CIDI et qui soient clairs quant à l’orientation politique ou le mandat qu’ils entendent refléter.
7. Les délégations qui présentent des projets de paragraphes doivent mener des consultations informelles avec les délégations intéressées afin de faciliter un consensus sur les textes avant leur négociation officielle au sein de la Commission.
8. La Présidence chargera les délégations qui auront présenté des propositions de modifications à des textes d’entreprendre des négociations informelles pour présenter une proposition sur laquelle un consensus a été obtenu qui sera le texte sur lequel porteront les délibérations lors d’une réunion formelle. Cela permettra d’utiliser de façon efficiente les ressources disponibles pour des réunions formelles.
9. Les textes destinées à être inclus dans le projet de résolution globale, qui ont été négociés et ont fait l’objet d’un accord au sein des commissions permanentes du CIDI, sont incorporés tels qu’ils sont reçus de ces organes. Le projet de résolution global peut comprendre des textes transmis par le Conseil permanent au CIDI, s’il est considéré qu’ils s’inscrivent dans le pilier développement de l’OEA, et ces textes sont également incorporés tels qu’ils sont reçus, en partant du principe qu’ils ont déjà été convenus par les délégations.
10. Les négociations de paragraphes doivent se concentrer sur les questions de fonds et non pas sur celles ayant trait au style du texte. Quand surviennent des difficultés pour parvenir à un accord sur une proposition particulière, la Présidence demande à la délégation à l’origine de la proposition de se réunir de façon officieuse avec les délégations intéressées pour tenter de surmonter les obstacles existants.
11. La dernière réunion de négociation de la Commission sur les politiques de partenariat pour le développement (CPD) destinée à négocier le projet de résolution globale se tiendra le **6 octobre 2020,** pour permettre à la Commission de présenter le texte au CIDI, pour examen et approbation, en vue d’une transmission ultérieure à l’Assemblée générale. Si lors de la dernière journée des négociations certains paragraphes ne sont toujours pas convenus, la CPD transmet le projet de résolution au CIDI en l’état.
12. Le Secrétariat établit un compte-rendu des négociations, en tenant compte du libellé des propositions initiales. Afin de faciliter les négociations, le Secrétariat préserve la numérotation des paragraphes du préambule et du dispositif durant le processus de négociations, laquelle numérotation est ajustée, le cas échéant, une fois que la Commission a approuvé la version finale.
13. Aux termes de la résolution CP/RES. 983 (1797/11), « Actualisation de la résolution CP/RES. 965 (1733/09) concernant le processus d’établissement des coûts des résolutions à présenter à l’examen de l’Assemblée générale », les projets de résolution qui contiennent des mandats ayant des incidences budgétaires doivent respecter le processus envisagé dans l’annexe 1 du document [CP/CAAP-3098/11](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=CP/CAAP&classNum=3098&lang=f) rev. 3, « Processus d’estimation des coûts de résolutions ».

**Calendrier du processus de négociation au sein de la CPD des projets de résolution du CIDI destinés à l’Assemblée générale 2020**

|  |  |
| --- | --- |
| 18 février 2020 | * Examen et approbation de la proposition de méthodologie pour la négociation des projets de résolution |
| **13 mars 2020** | * **Date limite de distribution de la version préliminaire du projet de résolution global qui doit être élaboré par le Secrétariat** |
| 18 mars 2020 | * Présentation de la version préliminaire du projet de résolution globale * Présentation de propositions de paragraphes par les États membres |
| 9 juin 2020 | * Accord sur une nouvelle date limite pour la présentation de propositions |
| 10 juillet 2020 | * Début de la lecture du projet de résolution global |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **AOUT 20**  DATE LIMITE POUR LA PRÉSENTATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS POUR LE PROJET DE RÉSOLUTION GLOBAL ou NOUVEAUX PROJETS DE RÉSOLUTION | | |
| Réunion formelle virtuelle | 25 aout  14 h 30 | - Négociation du projet de résolution |
| Réunion formelle virtuelle | 3 septembre  14 h 30 | - Négociation du projet de résolution |
| Réunion formelle virtuelle | 11 septembre  14 h 30 | - Négociation du projet de résolution |
| Réunion formelle virtuelle | 22 septembre  14 h 30 | - Négociation du projet de résolution |
| Réunion formelle virtuelle | 29 septembre  14 h 30 | - Négociation du projet de résolution |
| Réunion formelle virtuelle | 6 octobre  14 h 30 | - Négociation et accord sur le projet de résolution |

L’annexe du présent document contient les lignes directrices générales pour les projets de résolution convenus antérieurement par la Commission.

**ANNEXE**

(L’inclusion de ce document a été demandée lors de la réunion de la Commission

tenue le 18 février 2020)

LIGNES DIRECTRICES GÉNÉRALES POUR LES PROJETS DE RÉSOLUTION

Siguiendo lo acordado en 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 y 2019 por la Comisión de Políticas (CEPCIDI/SCSD/doc.496/12 y CIDI/CPD/doc. 6 Rev. 2, CIDI/CPD/ doc. 49/14 rev. 1, CIDI/CPD/doc.6/13 rev. 2, CIDI/CPD/ doc. 94/16, CIDI/CPD/ doc. 128/17 rev. 2, CIDI/CPD/doc.156/18 rev. 1 y CIDI/CPD/doc.182/19 rev. 2 corr. 1) así como los últimos acuerdos de la Asamblea General, se sugiere que las delegaciones hagan esfuerzos por sujetarse a las siguientes recomendaciones teniendo en consideración las particularidades de cada proyecto de resolución, caso por caso:

* Que las propuestas presentadas por los Estados estén alineadas con el Plan Estratégico de la Organización, de manera de que los mandatos cuenten con un marco de referencia ya delimitado y negociado.
* Que las delegaciones al presentar proyectos de resolución identifiquen afinidades temáticas, similitudes o complementariedades con otros proyectos de resolución que permitan la agrupación de temas o la fusión de textos;
* Que se presentarán en el marco del CIDI aquellos proyectos de resolución en el área del desarrollo en el que el CIDI tiene competencia. Otros proyectos de resolución en temas no relacionados con el CIDI, deberán presentarse ante los órganos competentes del Consejo Permanente. Aunque el CIDI hace un esfuerzo por informar a la Comisión de Temario y Procedimientos de la Asamblea General sobre los proyectos de resolución presentados en el marco del CIDI, se solicita a las delegaciones solicitar la inclusión del tema ante dicha Comisión.
* Que las delegaciones consideren presentar proyectos de resolución sobre el mismo tema cada dos o tres años o cuando la temática que aborda presente un sólido avance en el grado de implementación de los mandatos y sea necesario dar nuevos lineamientos o mandatos a la Secretaría. Para asegurar un adecuado cumplimento de una resolución que cuente con mandatos de dos o tres años, se recomienda incluir un párrafo resolutivo en la resolución instruyendo la presentación de informes periódicos al CIDI de tal forma que ese órgano puede definir la pertinencia de contar con una nueva resolución en la materia;
* Que las delegaciones consideren presentar textos lo más concisos posibles; evitando la repetición de párrafos que ya estén incorporados en otras resoluciones y haciendo menciones generales a aquellos mandatos que se considere necesario reiterar, sin que ello ocasione generar innecesarias negociaciones de redacción.
* Que las delegaciones incluyan en los proyectos de resolución cláusulas que expresen una temporalidad específica, a fin de abonar en la eficiencia del texto y de las actividades allí establecidas.
* Que la redacción de mandatos se realice conforme a los parámetros acordados por el CIDI **(**CIDI/doc.42/13 [Español](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=42&lang=s) - [English](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=42&lang=e)- [Français](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=42&lang=f) *-* [Português](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=42&lang=p)), los acuerdos alcanzados a partir del Informe de la Presidenta del Grupo de Trabajo Ad hoc para la revisión de mandatos en materia de desarrollo integral **(**CIDI/doc.83/14 rev. 1 **-** [Español](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=83&lang=s) - [English](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=83&lang=e) - [Français](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=83&lang=f) *-* [Português](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=cidi/doc.&classNum=83&lang=p)), así como el criterio establecido que clasifica los mandatos en tres tipos:
* MANDATOS DE TIPO A: Son políticas o lineamientos generales de política sobre el tema.
* MANDATOS DE TIPO B: Actividades y medidas específicas que apoyan la implementación de los mandatos tipo A.
* MANDATOS DE TIPO C: Mandatos operativos de naturaleza administrativa o financiera.

Esto facilitará la labor de clasificar los mandatos que acuerde la Asamblea General y actualizar de manera inmediata la base de datos de mandatos en materia de desarrollo integral.

* Siguiendo a lo acordado por el Consejo Permanente ([CP/doc.4556/11](http://scm.oas.org.doc_public/ENGLISH/hist_11/CP26202E04.doc)) y adoptado por la CEPCIDI en el 2011, (i) las notas de pie de página referidas a cualquier parte del proyecto de resolución tendrán un máximo de dos líneas. Cuando el texto exceda de esa extensión, las dos primeras líneas de la nota de pie página iniciarán en la página correspondiente y el resto continuará al final del texto del proyecto de resolución; y (ii) los proyectos de resolución no incluirán anexo alguno, a menos que se trate de documentos que sean presentados a la consideración de la Asamblea General para su adopción o aprobación, tales como convenciones, cartas y estatutos. Toda referencia a documentos en el texto de los proyectos de resolución deberá mencionar el título y la clasificación correspondiente y toda otra identificación disponible, como nombre, lugar y fecha de la reunión en la que se consideró el documento.
* Con referencia a la redacción de los proyectos de resolución, se deberán considerar también los parámetros y procedimientos establecidos por el Consejo Permanente en el documento [CP/RES. 965/09 (1733/09)](http://scm.oas.org/doc_public/spanish/hist_09/cp23469s04.doc) “Plantillas a ser utilizadas por el Consejo Permanente para aquellas resoluciones a ser elevadas a la consideración de la Asamblea General.” Para el costeo de los proyectos de resolución, se seguirán los parámetros y procedimientos establecidos por la resolución [CP/RES. 983 (1797/11](http://scm.oas.org/doc_public/spanish/hist_11/cp25928s04.doc)) “Actualización de la resolución CP/RES.965 (1733/09) en relación con el proceso de estimación de costos de resoluciones a ser elevadas por el Consejo Permanente” .

CIDRP02941F01